

ministre ait laissé prévoir le recours à la force, mais ce sujet faisait l'objet de nombreuses discussions dans le Royaume-Uni. Aussi M. Gaitskell a-t-il déclaré:

Mais après tout nous sommes membres des Nations Unies et signataires de sa charte. Depuis des années nous avons, sans broncher, écarté toute mesure internationale qui constituerait une violation du droit international et un mépris de l'opinion mondiale. Nous ne devons donc pas nous exposer à nous faire traiter d'agresseurs au Conseil de sécurité, ou à voir la majorité de l'Assemblée tournée contre nous. Si le colonel Nasser a commis des actes répréhensibles au point de vue juridique, la mesure qui s'impose consiste à le traduire devant la cour internationale. L'emploi de la force se justifie dans certains cas; toutefois, si l'un des actes de Nasser était de nature à justifier le recours à la force en ce moment, c'était celui au sujet duquel nous n'avons jamais employé la force, le refus de laisser passer les navires d'Israël. Dans ce qu'il a fait jusqu'ici, il serait difficile de justifier juridiquement l'emploi de la force. Ce qu'il pourra faire à l'avenir est une tout autre question.

Je pense que nous avons eu raison de réagir brusquement contre cette décision. L'absence de toute réaction aurait eu de graves conséquences pour tous, surtout pour les puissances occidentales. Il importe que nous agissions dans la plus entière collaboration avec les autres nations intéressées. Nous devons essayer de régler la question par des moyens pacifiques comme par une commission internationale à laquelle on a fait allusion.

A laquelle, puis-je dire, le premier ministre a fait allusion au cours du discours qui a précédé le mien.

Même si l'emploi de la force n'est pas exclu, nous devons nous assurer que les circonstances le motivent, c'est-à-dire que le recours à la force, le cas échéant, est conforme et non contraire à nos engagements en vertu de la charte des Nations Unies.

Je pense que cette déclaration exprimait très clairement les sentiments du peuple anglais à ce moment-là et pendant les quelques semaines qui ont suivi. Je dirais qu'à la mi-octobre, 70 p. 100 des habitants de Grande-Bretagne s'opposaient énergiquement à l'emploi de la force. J'ai constaté que cette opinion était unanime dans les parties du continent européen que j'ai visitées et où j'ai eu l'occasion de rencontrer bien des gens qui occupent des postes élevés et de confiance. On s'opposait unanimement, du moins je l'ai cru, aux menaces de recours à la force que faisaient certaines gens au Royaume-Uni.

Il en était certes ainsi au Royaume-Uni. Il suffit de jeter un coup d'œil sur les journaux anglais. On ne peut sûrement pas qualifier l'*Economist* de Londres de journal travailliste, car il est certes très conservateur dans ses opinions; il en va de même de l'*Observer*, du *Spectator*, du *Manchester Guardian* et du *News Chronicle*. Ce sont des journaux libéraux d'opinion modérée. La presse, à l'exception du *Daily Telegraph* et du *Daily Express*, a été unanime à recommander au gouvernement britannique de ne pas recourir

à la force. Comme l'a signalé cet après-midi le premier ministre (M. St-Laurent), en dépit de l'opinion publique, en dépit de l'opposition de presque toute la presse de Grande-Bretagne, le gouvernement a pris cette décision bien que le Conseil de sécurité ait été saisi du problème.

Je le regrette très sincèrement car j'ai toujours cru que, même si la Grande-Bretagne avait peut-être perdu son statut de grande puissance impériale, et qu'elle exerçait de ce fait moins d'influence politique dans le monde, elle pouvait encore tracer la voie sur le plan moral dans le monde. A mon avis, en décidant de se rendre à Suez comme elle l'a fait à ce moment-là, la Grande-Bretagne a en grande partie perdu la place qu'elle s'était acquise sur le plan moral après de nombreuses années de travail ardu.

Quand nous nous reportons aux vingt ou trente dernières années, quand nous songeons à la façon dont le prestige britannique s'est accru en Afrique et en Asie, à la façon dont l'Inde est devenue une nation indépendante sans recours à la force armée, et sans que soit versé le sang de militaires britanniques et indiens; quand nous songeons à l'établissement d'une nation libre et indépendante en Birmanie; quand nous songeons à la façon dont le Pakistan et Ceylan sont devenus membres du Commonwealth; quand nous examinons l'œuvre de la Grande-Bretagne, ces dernières années, dans les régions coloniales et en Afrique où l'on a réussi à relever le niveau d'existence et à libérer la population d'une exploitation séculaire; nous constatons que la Grande-Bretagne, d'un seul coup, s'est aliéné l'opinion africaine et asiatique et qu'elle a perdu le prestige et l'autorité morale qu'elle s'était acquis dans les affaires internationales.

C'est au Royaume-Uni que je suis né et que j'ai reçu mon instruction. Le Canada est ma patrie et c'est à lui que je songe d'abord; cependant, si j'ai une seconde patrie, c'est la terre qui m'a vu naître. Jamais je n'ai éprouvé de plus grande tristesse que celle dans laquelle m'ont plongé les événements de Suez. Il ne s'agissait pas uniquement de l'opinion africaine et asiatique mais le Commonwealth lui-même était menacé. J'ai éprouvé un sentiment de soulagement lorsque j'ai appris, il y a quelques jours, que Nehru avait refusé, au Parlement indien, d'accepter une proposition demandant que l'Inde se retire du Commonwealth. Le retrait de l'Inde, du Pakistan ou de Ceylan, serait, à mon avis, une catastrophe.

Cette intervention a nui aux Nations Unies. Comme je l'ai dit en diverses occasions, c'est avec le plus grand regret que j'ai appris cette décision ainsi que la façon